

DEMANDE UNIQUE DE SUBVENTION
Règlement (UE) n° 1305/2013 du 17 décembre 2013
**AAP AMELIORATION DE LA GESTION DES RESSOURCES
PASTORALES : VOLET PASTORAL**
(4.1.3 DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL DE Corse)

Cette demande d'aide une fois complétée constitue le dossier unique de demande d'aide pour l'ensemble des financeurs publics potentiels avec l'ensemble des justificatifs joints par vos soins.
Transmettez l'original à l'ODARC et conservez un exemplaire.

Cadre réservé à l'administration

N° de dossier OSIRIS :

Date de réception : / /

INTITULÉ DU PROJET (à remplir par le demandeur) :

PROJET INTEGRE :

(Opération réalisée dans le cadre d'un projet d'intérêt régional, avec une combinaison d'au moins 2 opérations du FEADER relevant d'au moins deux sous-mesures différentes ou deux mesures différentes dont une nécessairement la M4.) :

Autre opération sollicitée (mesure/libellé) _____ Date demande _____

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

STATUT JURIDIQUE :

(établissements publics, établissement d'enseignement et de recherche, collectivités locales...)

N° SIRET :

Attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises

RAISON SOCIALE :

NOM du représentant légal :

Prénom :

NOM d'usage (le cas échéant) :

NOM du responsable du projet :

Prénom :

NOM d'usage (le cas échéant) :

COORDONNEES DU DEMANDEUR

Adresse :

Code postal : Commune :

Téléphone fixe : Téléphone portable :

Mail : @

COORDONNEES DU COMPTE BANCAIRE SUR LEQUEL LE VERSEMENT DE L'AIDE EST DEMANDE

- Vous avez un compte bancaire unique ou plusieurs comptes bancaires pour le versement des aides. L'ODARC connaît ce(s) compte(s) et en possède le(s) IBAN. Veuillez donner ci-après les coordonnées du compte choisi pour le versement de cette aide, ou bien joindre un IBAN :

N° IBAN :

BIC :

- Vous avez choisi un nouveau compte bancaire : veuillez joindre obligatoirement un IBAN.

CARACTERISTIQUES DU DEMANDEUR

- Le demandeur exerce une activité agricole :

CARACTERISTIQUES DE L'EXPLOITATION

a) Localisation de l'exploitation :

Identique à la localisation du demandeur

Sinon, veuillez préciser l'adresse de l'exploitation :

Lieu-dit :

Code postal : Commune :

b) **Surface totale de l'exploitation** : Ha dont surface totale cultivée : Ha

CARACTERISTIQUES DU PROJET

Descriptif du projet :

Mise en Valeur

Matériel

Bâtiment

Pour les demandes qui concernent un bâtiment :

Dimension expérimentale du projet (expliquez):

Il s'agit d'un projet intégré (expliquez) :

Calendrier prévisionnel du projet :

Date prévisionnelle de début de projet* : / 20 (mois, année)

Date prévisionnelle de fin de projet : / 20 (mois, année)

***NB : L'éligibilité des dépenses est fixée à la date de délivrance de l'accusé de réception du dossier de demande d'aide.**

Le projet concerne-t-il une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) ?

Oui Non

si Oui, soumise à un régime déclaratif d'autorisation

Pour tous les candidats, préciser la parcelle support de l'opération :

(n° de section n° de parcelles Commune)

Montants prévisionnels d'investissements :

Investissements prévisionnels	Cochez si les travaux agricoles sont réalisés par vos soins	Années prévisionnelles de mise en œuvre	Dépenses prévisionnelles correspondant en € <input type="checkbox"/> HT <input type="checkbox"/> TTC <input type="checkbox"/> Récup.partielle	Si Récup. Partielle TVA (indiquez le taux)
		TOTAL		

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE LA DEMANDE

	Montant en €	
	<input type="checkbox"/> HT	<input type="checkbox"/> TTC
Montant prévisionnel des dépenses		
Montant de subvention sollicité		
Montant emprunté		
Auto-financement		

FINANCEURS Sollicités : UE

ETAT

CDC

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

- J'autorise (nous autorisons) l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.
- J'autorise (nous autorisons) toute administration à transmettre à l'ODARC l'ensemble des données me (nous) concernant et nécessaires à l'instruction de ce dossier de demande d'aide.
- Je n'autorise pas (nous n'autorisons pas) l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant. Dans ce cas, je suis informé (nous sommes informés) qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide.

Fait à , le / /

Signature(s), qualité (s) et états(s) civil(s) du demandeur ou du représentant légal (*visé en page 1*)

Cachet du demandeur :

ENGAGEMENTS

Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides à l'investissement des exploitations au titre du PDRC.
Le cas échéant, je, soussigné (nom et prénom du représentant légal) :

certifie (certifions) avoir pouvoir pour représenter le demandeur dans le cadre de la présente formalité.

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes,
- disposer d'un bâtiment adapté pour le stockage dans de bonnes conditions du matériel, objet de la présente demande
- ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma (notre) demande sur le même projet et les mêmes investissements ;
- être à jour de mes (nos) obligations fiscales (ou bénéficier d'un accord d'échelonnement), être à jour de mes (nos) obligations sociales (ou bénéficier d'un accord d'échelonnement) ;
- avoir pris connaissance que ma (notre) demande d'aide sera sélectionnée par grille de notation et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités ou critères définis régionalement et/ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure ;
- respecter les normes minimales attachées à mon projet ;
- n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de ma demande au titre des points de contrôle des normes minimales attachés à l'investissement aidé.

Le cas échéant :

- de disposer de la maîtrise foncière du terrain support de l'opération et avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements ;
- Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :**
 - à respecter les règles en vigueur en matière d'éligibilité temporelle des dépenses ;
 - à informer l'ODARC de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, de mon (notre) projet ou de mes (nos) engagements ;
 - à respecter mes (nos) obligations en matière d'information et de publicité relatives au soutien octroyé par les Fonds Européens ;
 - à ce que l'équipement dont l'acquisition est prévue dans le cadre de ce projet respecte les normes en vigueur
 - à maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides pendant cinq ans à compter de la date du dernier paiement de la subvention relative à cette opération; à ne pas revendre le matériel pendant cette même durée sauf autorisation préalable de l'Autorité de Gestion du PDRC ;
 - à rester propriétaire des investissements acquis dans le cadre de ce projet pendant une durée de cinq ans à compter de la date du dernier paiement de la subvention relative à cette opération, sauf autorisation préalable de l'Autorité de Gestion du PDRC ;
 - à poursuivre mon (notre) activité agricole au sens de l'article L311-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime ayant bénéficié de l'aide pendant une période minimale de cinq années à compter de la date de la décision d'octroi de la subvention ;
 - à me (nous) soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes ;
 - à fournir à l'autorité de gestion et/ou aux évaluateurs désignés ou autres organismes habilités à assumer des fonctions en son nom, toutes les informations nécessaires pour permettre le suivi et l'évaluation du programme, en particulier en ce qui concerne la réalisation des objectifs et des priorités spécifiés ;
 - à détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant dix années ;
 - à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « Plan de financement prévisionnel du projet ».

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que :

- en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, je devrai (nous devrons) rembourser les sommes perçues, majorées d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur ;
- l'ensemble des informations recueillies dans le présent formulaire fait l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de mon (notre) dossier de demande d'aide. Les destinataires des données sont l'ODARC et l'autorité de gestion du PDRC ;
- pour les mesures en lien avec les bâtiments agricoles, la conformité des décisions d'urbanisme rendue au nom de la commune devra avoir été validée par le contrôle de légalité pour pouvoir bénéficier du versement de l'aide ;
- dans le cas d'opérations impliquant un forage ou un captage de source, transmission sera faite au Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) des informations disponibles concernant les ouvrages souterrains et les prélèvements ;
- conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Autorité de gestion du PDRC est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet de l'Autorité de gestion du PDRC pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union européenne et de l'État compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union.

Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant. Si je souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations me concernant, je peux m'adresser à l'ODARC

Fait à , le / /

Signature(s), qualité (s) et états(s) civil(s) du demandeur ou du représentant légal (*visé en page 1*)

Cachet du demandeur

LISTE DES PIÈCES A FOURNIR

N° pièce	Pièces	Types de demandeurs et cas concernés	Pièce jointe	Pièce déjà fournie à l'ODARC	Sans objet
P103	Exemplaire original de la demande complété et signé	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
P201	Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible)	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
P210	Délibération de l'organe compétent autorisant le dépôt de la demande d'aide et le plan de financement du projet	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
P202	Carte nationale d'identité ou passeport	Pièce d'identité du représentant légal	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
P204	Statuts à jour	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
P315	Devis détaillé et chiffré conforme aux dépenses envisagées	Tous sauf dépenses admises à titre forfaitaire ou si commande publique en cours	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
P315C	Devis comparatifs (coût raisonnable)	<p>Tous sauf : dépenses admises à titre forfaitaire ou entrant dans le cadre d'un coût plafond ou inférieures à 2000€.</p> <p>Cas 1 : 2000€ < Prix < 30.000€ - <u>1 devis comparatif</u></p> <p>Cas 2 : 30.000€ < Prix < 90.000€ - <u>1 devis comparatif</u>, pour les travaux entrant dans la construction - et l'aménagement de bâtiments ou dans la réalisation de pistes et travaux forestiers - <u>2 devis comparatifs</u>, si équipement matériel, fournitures ou prestations externes</p> <p>Cas 3 : Prix > 90.000€ - <u>2 devis comparatifs</u></p> <p>Cas 4 : Pour les dépenses soumises aux règles de la commande publique:</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Si dépenses inférieures au seuil légal: aucun devis comparatif requis</u> - <u>Si choix ou obligation (dépense supérieure au seuil) de procédure formalisée: fournir les pièces relatives au respect de la procédure « marchés publics »</u> 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
P666	Acte de vente du bâtiment apporté	Pour les candidat faisant apport en nature d'un bâtiment au titre de l'opération	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
P379	Expertise réalisée par un expert évaluateur	Pour les candidat faisant apport en nature d'un bâtiment au titre de l'opération	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
P404	Promesse de vente	Pour les candidats dont l'opération intègre l'achat d'un bâtiment	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
P369	Justificatif de la maîtrise foncière (titre de propriété, bail à construction, etc)	Tous sauf pour les projets prévoyant l'achat du bâtiment faisant l'objet de l'opération.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

N° pièce	Pièces	Types de demandeurs et cas concernés	Pièce jointe	Pièce déjà fournie à l'ODARC	Sans objet
P423	Plans détaillés du bâtiment	Tous sauf opérations ne concernant que des travaux connexes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
P422	Vues en coupe du bâtiment	Tous sauf opérations ne prévoyant que des aménagements intérieurs ou des travaux connexes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
P380	Permis de construire accordé ou demande d'autorisation préalable déposée et dépôt du permis de construire ou de la déclaration d'autorisation préalable déposée (pages 1 à 7)	Toute opération soumise à autorisation préalable	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
P374	Attestation de régularité au titre des ICPE (récépissé de dépôt de dossier en régime déclaratif ou arrêté préfectoral en régime d'autorisation)	Si Installations Classées pour la Protection de l'Environnement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
P421	Plan des 4 façades et toitures	Tous sauf opérations ne prévoyant que des aménagements intérieurs ou des travaux connexes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
P675	Programme expérimental de l'établissement	Pour les projets intégrant une dimension expérimentale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
P408	Plan de localisation avec parcellaire faisant apparaître les points de prélèvement (captages) et de consommation en eau (sites d'abreuvement, ...)	Si alimentation en eau par captage (forage, source, cours d'eau)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
P386	Justificatif de régularité de l'ouvrage de captage	Si forage : Autorisation de prélèvement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
P323	Déclaration PAC (déclaration de surface de l'établissement)	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>